



Convention de Coopération des associations
Féminines de la Région des Grands Lacs
COCAFEM/GL



Affaires Internationales
Canada

Services Internationaux
Canada



L'Union pour
le Développement



UNICEF

APPEL D'OFFRE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) CHARGE (E) DE PRODUIRE UN OUTIL DE VULGARISATION DE LA LOI SPECIFIQUE SUR LES VBG

I. Introduction

Le projet Education des Filles pour un Avenir Meilleur (ÉDUFAM) est un projet régional qui opère dans la région des Grands Lacs d'Afrique. Il vise ultimement à accroître l'autonomisation par l'éducation des filles, des adolescentes et des femmes victimes des conflits, notamment les réfugiées/déplacées/retournées et handicapées (RDRH). Cette autonomisation par l'éducation leur permettra d'affermir leur pouvoir au niveau individuel, dans leurs ménages et dans leurs communautés.

Le projet vise comme résultat ultime une autonomisation accrue par l'éducation des filles, des adolescentes et des femmes victimes des conflits, notamment les réfugiées/déplacées/retournées et handicapées (RDRH), dans la région des Grands Lacs. Le projet travaille à accroître l'accès équitable et le maintien des filles et des adolescentes les plus vulnérables, notamment les RDRH, dans une éducation sécuritaire, de qualité et inclusive (résultat 1100), en plus d'assurer une prestation équitable améliorée d'une éducation formelle et non formelle novatrice, sûre, de qualité, axée sur l'égalité des genres pour les filles, adolescentes et les femmes les plus vulnérables, dont les RDRH.

Ce projet est financé par le Gouvernement du Canada (à travers Affaires Mondiales Canada) avec une contribution technique et financière du consortium formé par les ONG canadiennes FPGL et CECI. COCAFEM/GL assure la coordination du projet au niveau régional. Au Burundi, le projet est mis en œuvre par le Collectif des associations et ONG féminines du Burundi (CAFOB).

II. Contexte et justification

Le projet « Education des Filles Pour un Avenir Meilleur » est exécuté dans la province de Muyinga, plus précisément dans le camp des réfugiés de GASORWE et dans la communauté environnante du camp. Différentes approches et stratégies sont utilisées dans la mise en œuvre de ce projet. L'une des stratégies utilisée est la sensibilisation de la population à grande échelle pour contribuer à l'atteinte des résultats.

En effet, pour réduire les obstacles sociaux et culturels à l'éducation des filles, le projet EDUFAM voudrait renforcer les efforts de mobilisation et renforcement d'acteurs

communautaires via des sensibilisations de la communauté sur les lois mises en place pour lutter contre les VSBG. D'où la mobilisation communautaire et familiale envisagée pour réduire les risques de violence, les mariages d'enfants et grossesses précoces et non-désirées, et les risques de décrochage, notamment lors de la transition du primaire au secondaire.

C'est dans ce cadre que CAFOB lance un avis d'appel d'offre pour le recrutement d'un (e) consultant (e) pour produire un outil de sensibilisation sur la loi N°1/013 du 22 septembre 2016 portant Prévention, Protection des Victimes et Répression des Violences Basées sur le Genre. D'abord, cet outil comprendra un rappel sur les types de violences basées sur le genre et ensuite montrera les peines y relative selon la même loi.

III. Objectif

a. Objectif de la mission :

Produire un outil de sensibilisation sur la loi N°1/013 du 22 septembre 2016 portant Prévention, Protection des Victimes et Répression des Violences basées sur le Genre

b. Objectifs spécifiques :

- ✓ Produire un document relatant la typologie des VBG, les compétences des acteurs et la procédure pénale et civile selon le type de VBG commis

IV. Description des tâches du Consultant :

Sous la supervision du CAFOB, le (la) consultant(e) sera particulièrement chargé(e) des tâches ci-après :

- Elaborer un outil de sensibilisation sur la loi spécifique sur les VBG du Burundi en kirundi

V. Profil du Candidat ou de la candidate

- ✓ Avoir au moins un Diplôme de Licence en droit ;
- ✓ Justifier d'une expérience pertinente dans ce domaine (prouvée par une ou deux attestations de services rendus) ;
- ✓ Avoir une expérience pertinente dans le domaine des droits humains en particulier des femmes ;
- ✓ Bonne maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit
- ✓ Bonne maîtrise du Kirundi tant à l'oral qu'à l'écrit

VI. Durée de la consultance

La durée de la Consultance est de 3 jours.

VII. Documents exigés constitutifs du dossier

- ✓ Une lettre de motivation adressée à Madame la Représentante Légale du CAFOB ;
- ✓ Un CV détaillé et signé ;
- ✓ Une copie du diplôme certifiée conforme à l'original ;
- ✓ Des attestations de services rendus, uniquement en rapport avec le domaine précité
- ✓ Le NIF
- ✓ Une attestation fiscale ;
- ✓ Une copie du Registre de Commerce ;
- ✓ Des offres technique et financière élaborées séparément.

VIII. Dispositions finales

Les dossiers de candidature sous pli fermé portant mention « Recrutement d'un (e) consultant (e) pour produire un outil de vulgarisation de la loi spécifique sur les VSGB » doivent être déposés au bureau du CAFOB, sis à Bujumbura, avenue de la mission n°33 pendant les heures ouvrables (de 8h00 à 16h00).

La date limite de dépôt des Candidatures est fixée au vendredi 9 /9/2022 à 16h00. Les termes de référence sont affichés à l'entrée du bureau du CAFOB et publiés sur le site web du CAFOB, www.cafobburundi.org. Ils sont également disponibles au bureau du CAFOB.

Fait à Bujumbura, le 01/9/2022

Espérance NIJEMBAZI

Représentante Légale du CAFOB

